

Master Domaine : “ Droit-Economie-Gestion ” - Mention : “Droit International et Européen” spécialité "Droit de l'environnement, des espaces et ressources maritimes et de l'aménagement du littoral" (Master à finalité Professionnelle)

RNCP9401 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	128
Code(s) ROME	K1903, K1904, M1607, M1205
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Ministère chargé de l'enseignement supérieur

Université Nice Sophia Antipolis

<http://portail.unice.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

En formation initiale, ce Master 2 s'adresse à des diplômés de l'Enseignement Supérieur, désireux d'acquérir une connaissance approfondie du droit de l'environnement et notamment de ses applications dans le milieu marin et de l'aménagement du littoral leur permettant :

- d'accéder à des fonctions d'encadrement dans la fonction publique nationale et territoriale,
- d'acquérir une spécialisation en droit de l'environnement, droit de la mer et des activités maritimes dans les professions libérales (avocats, experts agréés auprès des tribunaux, auditeurs notamment),
- d'accéder à des fonctions de juristes d'entreprises impliquant une bonne spécialisation environnementale et maritime (compagnies de transports maritimes, sociétés de gestion portuaire, “ shipshandler ” etc.),
- de postuler à des postes de fonctionnaires internationaux dans les organisations internationales à vocation maritime et/ou environnementale, totalement ou partiellement (Union Européenne, ONU, OMI, FAO, PNUE, UNESCO, Banque Mondiale, OCDE etc.).

En formation continue, ce Master 2 a pour objectif de permettre

- à des juristes confirmés d'acquérir une spécialisation en droit de l'environnement ou de mettre à jour leurs connaissances en ce domaine;
- à des élus locaux ou à des responsables d'entreprises d'être sensibilisés et de maîtriser les éléments fondamentaux du droit de l'environnement;
- à des responsables tant publics que privés, titulaires de diplômes ou d'une expérience non juridique dans le

secteur de l'environnement, d'appréhender les éléments juridiques de la préservation et mise en valeur de l'environnement,

- à des fonctionnaires étrangers, relevant notamment de pays en développement et de pays émergents, souhaitant acquérir ou approfondir une spécialisation en la matière.

Dans ce contexte, le titulaire du Master conseille, dans le domaine du droit international, les personnes physiques ou morales sur des problèmes ou actions ayant des implications juridiques, avec pour objectifs :

- d'organiser l'application du droit ;
- de respecter et de faire respecter la législation et la réglementation et de les adapter aux besoins du client par l'étude et l'interprétation des textes juridiques ;
- de défendre les intérêts du client ;
- de rédiger ou de faire rédiger des actes (authentiques ou sous seing privé).

Il étudie de façon permanente et analyse la législation, la réglementation, la jurisprudence, la théorie et les commentaires de droit.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

L'objectif professionnel du diplôme est de permettre aux étudiants de s'exprimer devant des juridictions, dans des contrats ou des actes unilatéraux. A ce titre, le diplôme vise à développer les capacités des étudiants à concevoir et à réaliser des actes juridiques spécifiques au droit international, au droit comparé et au droit européen dans le secteur maritime et environnemental.

Dans ce cadre, le titulaire du Master est capable de :

- Prévenir et résoudre des litiges en interprétant le droit.
- Fournir des informations et des conseils argumentés dans le domaine juridique et de la procédure.
- Proposer des solutions amiables ou judiciaires aux litiges.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Métiers du droit dans le domaine de l'environnement et des activités maritimes

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Fonction d'encadrement pour les opérateurs publics et privés ;

Spécialisation pour les professions libérales visées (avocats, experts).

- juriste en entreprise,
- juriste dans administrations centrales et les collectivités locales (tant nationales qu'étrangères),
- avocat,
- magistrat (judiciaire et administratif),
- juriste d'organisation internationale,
- juriste dans les ONG à vocation maritime et environnementale,
- journaliste.

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 1 à 5 sur 5.
Facteurs principaux	Non-attractivité salariale
Salaire médian (mensuel)	2 210 €

Familles professionnelles (FAP)	L0X60 — Secrétaires bureautiques et assimilés · tension 2/5 (Faible) L2X61 — Agents administratifs · tension 1/5 (Très faible) L3X80 — Secrétaires de direction · tension 5/5 (Très élevée) L4X81 — Techniciens et agents de maîtrise des services financiers ou comptables · tension 5/5 (Très élevée) L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) · tension 3/5 (Modérée) L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	69 281
Jugés difficiles à recruter	28 %
Emplois saisonniers	9 %
Familles professionnelles (FAP)	L0X60 — Secrétaires bureautiques et assimilés L2X61 — Agents administratifs L3X80 — Secrétaires de direction L4X81 — Techniciens et agents de maîtrise des services financiers ou comptables L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) L5X91 — Juristes et avocats

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE

Le jury est composé d'enseignants chercheurs, d'enseignants, de chercheurs ou de personnels qualifiés ayant contribué aux enseignements ou choisis en raison de leur compétence sur proposition des personnels chargés de l'enseignement.

COMPOSITION DU JURY — CANDIDATURE INDIVIDUELLE

Idem

COMPOSITION DU JURY — VAE

Le jury est composé de 5 membres dont 3 enseignants - chercheurs et 2 professionnels.

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement 31/10/2019

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/9401/>